



600 emplois supprimés chez TDF : La Caisse des Dépôts : responsable à 24 %...avec la bénédiction du gouvernement ?

Lors du Comité Central d'Entreprise du 12 juin 2009, la direction de TDF a annoncé un projet de suppression de 550 ETP (Equivalents Temps Plein), correspondant à plus de 600 postes, soit près du quart de l'effectif ! En 7 ans, par le jeu de deux LBO (Leverage Buy Out : mécanisme de financement spéculatif par effet de levier), menés, entre autres, par la Caisse des dépôts (dernière institution financière publique, rappelons-le) et des fonds d'investissements étrangers avec l'aval du gouvernement français, plus de 1700 suppressions d'emplois ont été réalisées !

- ▶ 31 janvier 2007 : à l'issue du 1^{er} LBO mené conjointement avec le fonds britannique Charterhouse, la CDC a encaissé une plus-value de 972 millions d'euros sur un investissement initial d'à peine 282 millions d'euros en 2002/2004, mais avec un surendettement d'environ 80 %, BNP Paribas devenant l'arrangeur principal d'une dette totale réévaluée à 2,2 milliards d'euros en 2005.
- ▶ La CDC (24%) et Charterhouse (14%) ont réinvesti une partie de leurs gains dans un second LBO (71% d'endettement), aux côtés du fonds américain Texas Pacific Group (42%) et du fonds français AXA Private Equity (18%); la Caisse des dépôts restant le deuxième plus gros actionnaire de la holding d'acquisition de TDF ne peut qu'apparaître que comme co-responsable de ce nouveau plan social. Tout comme le gouvernement qui a autorisé l'entrée d'investisseurs étrangers dans le secteur public stratégique que représentait le réseau français de télédiffusion...et qui ajuste son budget avec 55% des résultats issus de la CDC (plus de 150 millions d'euros au titre de TDF).
- ▶ La Caisse des dépôts a récemment décidé d'apporter, entre autres actifs, sa participation dans TDF au fameux Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) voulu par le Président Sarkozy et principalement contrôlé par ses proches. Les salariés de TDF doivent-ils comprendre que ce plan social va servir à améliorer les résultats pour mieux alimenter le FSI ? Ou bien tout cela s'inscrit-il dans une démarche politique plus globale, visant à contrôler les réseaux de diffusion de TDF...et d'information si l'on pense au projet actuel et concomitant de privatisation de l'Agence France Presse, via, là encore, une intervention de la CDC ???

En tout état de cause, le rôle de la Caisse des dépôts dans le dossier TDF nous paraît bien éloigné de ses missions publiques telles que définies et réaffirmées récemment par la loi :

"La CDC et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. ...Elle contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière, de la création d'entreprise et du développement durable. ..."

Une telle dérive est inacceptable et met en cause l'utilité publique et sociale de notre Etablissement Caisse des dépôts. C'est pourquoi nous demandons au Directeur Général de la CDC, deuxième actionnaire de TDF, de mettre tout en œuvre pour conduire la direction de TDF à stopper la mise en place de son projet Cap Numérique et de retirer son plan de suppression d'emplois.

Solidaires des revendications des salariés de TDF, nous demandons à la Caisse des dépôts, institution financière publique, de sortir de ce mécanisme spéculatif suicidaire que représente le LBO, de reprendre la majorité du capital de TDF et d'organiser avec les autres fonds d'investissements et les banques prêteuses le rééchelonnement des emprunts pour un allongement du service de la dette qui étrangle aujourd'hui cette entreprise et ses salariés.

Enfin, nous demandons au Directeur Général de la CDC, haut fonctionnaire de la République, et au Parlement qui incarne son autorité de contrôle, de veiller à une plus grande cohérence entre le respect des exigences liées aux missions publiques de la CDC, en l'occurrence le financement de l'équipement numérique du territoire et plus largement des infrastructures de communication, et son rôle d'investisseur.

L'Union des Syndicats CGT du groupe Caisse des Dépôts soutient l'action des salariés de TDF et appelle l'ensemble du mouvement social et citoyen à participer au rassemblement organisé le MARDI 23 JUIN à 14H30 sur la Place du Maréchal Joffre (face Ecole Militaire), près du pylône emblématique de TDF : LA TOUR EIFFEL !